



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Plans de Mobilité Employeurs - Convention-type de Protection des Données entre Montpellier Méditerranée Métropole et les employeurs - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire en application des dispositions de l'article L. 1231-1 du Code des transports.

Dans le cadre de cette compétence, et dans une volonté d'encourager le changement de comportements, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place un service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants, comme prévu par les dispositions de l'article L. 1231-1-1 du Code des transports. Ce conseil en mobilité a, entre autres, pour objet d'accompagner les employeurs concernés par l'obligation réglementaire du seuil de plus de 50 salariés sur un même site, soit un peu plus de 600 employeurs sur le territoire pour un total d'environ 100 000 salariés, dans leur démarche d'élaboration de leurs Plans De Mobilités Employeurs (PDME). Ces derniers visent à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité des entreprises, en particulier ceux de leurs personnels, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports. Plus de 120 Plans, pour près de 60 000 collaborateurs du territoire, ont ainsi déjà été signés.

Le PDME prévoit une évaluation des déplacements entre le domicile et le travail (dispositions de l'article L. 1214-8-2 du Code des transports). Pour faciliter l'établissement de ce diagnostic, Métropole de Montpellier Méditerranée prend en charge la réalisation d'une cartographie des salariés des entreprises au regard de leur lieu de travail et leur positionnement par rapport aux différentes solutions de transports alternatives. De cette analyse découleront les actions les plus pertinentes à mettre en œuvre par l'employeur pour promouvoir et favoriser l'usage de modes de transports alternatifs à la voiture individuelle.

La réalisation des géolocalisations des salariés des entreprises constitue un traitement de données personnelles qui doit être conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD). Aussi, pour permettre le traitement de ces données pour le compte des employeurs du territoire, il est proposé une convention-type entre Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du traitement, et l'employeur qui met à disposition ces données uniquement pour cet usage clairement défini. Cette convention-type est complétée par des annexes permettant la prestation de sous-traitance pour la réalisation des cartographies de géolocalisation. Ces documents pourront faire l'objet d'adaptations en fonction des spécificités de chaque employeur.

Cette convention-type vise à fournir un cadre juridique visant à la sécurisation du processus et des données pour les deux entités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la stratégie de traitement des données personnelles afférentes à la politique PDME de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent ;
- D'approuver les termes de la convention-type de protection de données entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'employeur ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-182396-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220502 Convention RGPD donnees cartographies PDME.doc
- Annexe à la convention-cadre
- Engagement cadre du sous-traitant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.